

Lausanne 1^{re} de classe en gestion financière

Comparatif L'IDHEAP place la ville au 1^{er} rang suisse, malgré la fraude financière qui frappe la Fondation de Beaulieu

Cindy Mendicino

«On ne peut actuellement pas faire de critique de la gestion financière de Lausanne.» Nils Soguel, vice-directeur de l'Institut des hautes études en administration (IDHEAP), a pourtant cherché. Il dirige le comparatif des finances des cantons et des communes.

L'étude, sortie fin décembre, désigne cette année Lausanne – seule ville vaudoise à participer – meilleure gestionnaire financière de Suisse. Le chef-lieu devance de très peu Coire, puis Zurich, Lucerne et Genève. «Ce résultat est agréable! Même si c'est une photo de la situation à un moment T. Et avant tout le travail d'une équipe», dit la municipale des Finances lausannoises, Florence Germond.

Couverture des charges, degré d'autofinancement, maîtrise des dépenses... Lausanne obtient un score canon et ne compte que très peu de points faibles. Son effort d'investissement est jugé «en léger retrait». «Lausanne a comparativement investi récemment moins qu'au cours des vingt années précédentes», observe Nils Soguel. Auparavant, les investissements étaient l'équivalent de 10% de ses dépenses courantes. En 2016, on tombe à un peu moins de 7%, c'est un peu faible.» La marque d'une volonté d'assainissement? «Il m'est difficile de le dire. Avec ses investissements conséquents

«Le problème que vit Lausanne actuellement avec Beaulieu, c'est le problème de n'importe quelle ville demain»



Nils Soguel
Vice-directeur
de l'IDHEAP

durant les années précédentes, Lausanne a certainement de bonnes infrastructures et peut se le permettre.»

Florence Germond se défend de vouloir faire des économies sur les investissements: «C'est vrai, il y a eu un petit creux en 2016. Mais de très grands projets sont à venir. Sans compter que de gros investissements ne figurent pas au budget parce qu'ils sont intercommunaux.»

Et la dette, qui s'élevait à 2 milliards en 2016? Ne devrait-

elle pas faire dégringoler la ville vers le bas du classement? «Lausanne utilise 3 fr. 50 sur 100 francs d'impôt collectés pour payer sa dette. C'est vrai, c'est encore beaucoup. Mais c'est un boulet du passé, pas un facteur d'évaluation de la gestion actuelle», relativise Nils Soguel.

Nuages fiscaux

Le chercheur souligne d'ailleurs que Lausanne ne recourt actuellement pas à l'emprunt pour financer ses investissements. Un autre signal positif. «Mais il est clair que la dette accumulée fait supporter un risque à la ville en prévision de la remontée des taux d'intérêt. Et ils remonteront, c'est sûr.» Autre facteur d'inquiétude, pour Florence Germond cette fois: la réforme de la fiscalité des entreprises, qui représente «de gros nuages à notre horizon».

La crise qui secoue Beaulieu, avec une fraude potentielle à 27 millions de francs et un conseil de fondation qui contient trois membres de la Municipalité de Lausanne, n'est-elle pas le signe d'une gestion problématique de

l'argent public? Nils Soguel s'interdit de peindre le diable sur la muraille. «Le problème que vit Lausanne actuellement, c'est le problème de n'importe quelle ville demain.» Car Lausanne n'est pas la seule à avoir externalisé certaines de ses activités. Loin de là. «Depuis les années 80, les communes ont tendanciellement visé la débudgétisation. La nouvelle gestion publique soutenait l'idée qu'il ne fallait plus que les collectivités publiques fassent, mais qu'elles fassent faire. Pour que des spécialistes s'en chargent, pour être plus à l'écoute du citoyen-client.»

Garder le contrôle

Il y a néanmoins des spécificités vaudoises. Le grand nombre de communes est un facteur de débudgétisation. Car elle permet d'éviter des fusions. Dans un environnement qui se complexifie et dans un canton où le plafond d'endettement plane sur les finances, les collectivités multiplient les associations intercommunales, les SA, les fondations. «C'est bien, mais il faut veiller à garder un contrôle. Et c'est ce qui fait parfois défaut, par exemple à Beaulieu. Le manque de haute surveillance. Trop d'audits sont effectués sans qu'on connaisse leur qualité. Combien de rapports d'audit commentent par expliquer ce que qui a été vérifié n'est que ce qui a été montré au contrôleur? Et dans tout organisme, il y a des gens plus ou moins loyaux et bienveillants...»

Le chercheur estime qu'un contrôle plus serré et l'obligation de devoir présenter dans les comptes une vision consolidée des engagements des communes et un relevé des participations à des organismes externes et des garanties octroyées permettrait de mieux maîtriser les risques. Une réforme à venir de la loi sur les communes pourrait en être l'occasion.

«Ça fait partie du jeu»

● La cheffe du service des communes et du logement, Corinne Martin, ne voit pas d'un si mauvais œil la tendance à l'externalisation que choisissent certaines collectivités. Premièrement, parce que le droit en vigueur le leur permet. «Les communes savent ensuite très bien qu'une fois une société anonyme créée, celle-ci obéit à d'autres règles de fonctionnement qui lui sont propres.» Un cas comme celui de la Fondation de Beaulieu est-il donc une fatalité? «Je me dis en tout cas que cela fait partie

du jeu de l'externalisation! Et on ne peut en réalité pas être certain que si le détail des comptes de Beaulieu avait été clairement indiqué dans les comptes de Lausanne, on aurait évité ce qui se passe actuellement.» Corinne Martin rappelle tout de même que Canton et communes mènent actuellement un grand travail pour adapter l'harmonisation comptable déjà en vigueur au niveau vaudois. Cette adaptation devrait encore préciser les contrôles nécessaires.